L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

SURSAUX, No 72, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 16 DECEMBRE.

LA

COMPAGNIE NATIONALE

DE

TELEGRAPHE.

UNE NOUVELLE ENTREPRISE, portant le nom de
Compagnie Nationale du Télégraphe, vient d'être organisée. Elle a de précieux privilèges qui lui ont été accordés par une loi spéciale du Congrès pour établir des lignes de télégraphe sur tous les principaux chemins de fer des Etats-Unis. Les hautes autorités sur le même principe que celles des "Merchants Union Express Company" qui vient de commencer ses opérations. Il n'est de faire en sorte que les négociants n'éprouvent à la nouvelle entreprise, moins pour vendre les actions que de s'assurer du commerce du pays que traverseront les lignes.

Le capital doit être de

$10,000,000

Il peut être porté à 20 millions de dollars.

$100 au pair,

Mais le montant à payer comptant est de

$35 par actions,

et sera versé comme suit : un pour cent du montant de la souscription, et rien de plus, jusqu'à ce que toutes les actions soient prises ; ensuite, sur appels des Directeurs. Les versements ne devront pas excéder cinq pour cent par appel. Lorsqu'il aura été payé trente cinq pour cent sur la valeur (en pair) des actions, des certificats d'actions seront émis. Ce paiement mettra dans la classe de la Compagnie un

Capital de $3,500,000

qui suffira pour l'établissement de lignes dans bien jusqu'à ce que presque tous les points qu'ont atteints les monopoles actuels.

Les compagnies actuelles de télégraphe ne paient pas actuellement un dixième monopole ; elles gagnent près de six millions de plusieurs par an, soit cent pour cent sur le cout de leurs lignes.

Le gouvernement des Etats-Unis a reconnu l'importance du projet de la Compagnie Nationale de Télégraphe en donnant à celle et des privilèges que n'a jamais obtenu une compagnie de ce genre. Par exemple, il n'a aucun été permis à une compagnie de construire des lignes sur tous les chemins de fer et tenter les rennes de la malle. La position de la compagnie diffère de celle des compagnies qui n'ont précédées. La question de dépôt de pompe est à jamais décidée.

Les actions de cette compagnie ne peuvent être transférées et transférées à moins consentement quelconque. La loi du Congrès en vertu de laquelle cette compagnie a été organisée défend tout transfert des privilèges accordés.

Les appels de fonds—Comment ils doivent être faits.

Un pour cent des actions sera exigé au moment de la souscription, et des appels successifs qui ne devront pas excéder cinq pour cent par mois auront lieu, pas les Directeurs, lorsque ceux-ci les auront nécessaires pour établir les lignes ; mais il ne sera pas fait d'appel, après le paiement de cet un pour cent, avant que la souscription ne soit couverte tout le capital.

Capital nécessaire pour le moment.

La Compagnie croit qu'il suffira de trente-cinq pour cent du capital pour construire et établir complètement

25,000 milles de Télégraphe

qui relieront entre eux tous les centres de commerce et de population des Etats-Unis. Cette opinion repose sur l'évaluation des personnes responsables qui ont fait des estimés des lignes.

La Compagnie Nationale de Télégraphe est organisée sous les lois de l'Etat de New York et de principales a été accordée par une loi du Congrès du 24 juillet 1866.

Président—GEORGE B. SENTER, Cleveland, Ohio.

Vice-Président—ROBERT SQUIRES, de la ville de New York.

Secrétaire—GEORGE B. WALTER, de la ville de New York.

BUREAUX de la COMPAGNIE

Nos 64 et 66 de Broadway, New York.

Le montant limité des actions de cette Compagnie est destiné à la Nile-Orléans. Ceux qui souscriront en seront si nombreux pour un pied d'égalité avec les organisateurs et auront, comme eux, tous les privilèges dont la Compagnie jouit et pourra jouir plus tard.

Les souscriptions sont reçues par

DANIEL EDWARDS,

Directeur résidant des Etats de l'Alabama, du Mississippi, du Texas et de la Louisiane.

Nos 98, 30 et 32 de la rue Nile-Levée,

Nouvelle-Orléans, Lou.

OU PAR

D. WEBSTER, au bureau de R. G. DUN & CO.,

No 70 de la rue du Canal.

Les personnes qui prendront des actions sont priées d'en informer le directeur résidant, Daniel Edwards.

6 sept.—3 m.t.l. 2 I M J S

---

1 3

GRAND CHEMIN DE FER
DE LA

Nile-Orléans, des Opelousas et de l'Ouest.

Route de la malle des Etats-Unis entre la Nile-Orléans, la Louisiane occidentale et le Texas.

LE FRET du chemin de fer partira, de plus de 1 jusqu'à SEPT HEURES ET DEMIE A. M. et on recevra, au CONVOI DE PASSAGERS qui part d'ici à 5 P. M.

Les compagnies et contemporaines de fret, en faveur de la Compagnie de Transfert de la Nile-Orléans, sont des rues Camp et Commerce, peuvent faire recevoir au bureau ci-dessus mentionné, tous les jours (les dimanches exceptés) l'heure du matin à 6 heures du soir, au plus tard la veille du départ.

Le fret pour les points de Berwick Bay, Brashear, Lafayette, Carrollton, Opelousas, Washington, Alexandrie, Grand Ecore, Shreveport, Jefferson, Marshall et Longview, sur le Canal Bayou et Red River, doivent être mis à bord par les soins des expéditeurs, et non au bureau de la Compagnie.

Le fret pour le Texas doit être reçu au moment de l'embarquement, et le fret pour l'Atchafalaya doit être payé aux Brashears.

C. W. R. BATEST,
Surintendant.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun
No 5-Commerce, 25 janvier 1866.

DEUXIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nile-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1865.

Montant de primes pour l'année expirée le 31décembre 1865, savoir :

Sur les risques d'incendie	$196,477 80
Sur les risques de mer	65,980 94
Sur les risques de rivières	66 666 94
	$317,994 71
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,385 80
	$384,080 71
Ou moins, les risques non expirés pour 1867	$ 66,414 94
Montant net des primes le 31 déc. 1867	$321,975 97

Pertes payées dans la même période

Sur les risques d'incendie	$22,661 32
Sur les risques de mer	39,041 76
Sur les risques de rivière	5,023 94
	$100,715 02
Plus, réassurances	$ 3, 75
Escompte de primes	46,46 67
	50,974 62
Dépenses, taxes, loyer, produit et portes, etc., escompte et intérêt en moins	71,410 21
Soldes pour primes et intérêts sur scrips dus en 1866 y compris les balances	56,313 10
	$284,015 1
Solde net	$ 37,161 52

Le montant des scrips de la Compagnie est comme suit ;

Scrips émis	$ 96,200 00
Retirés et remplacés	67,074 06
" rivières	65,072 47
Taxes payées	26,019 54
Payé—réassurance et escompte en lieu de scrip	90,103 30
Payé — intérêts, primes remboursées, frais généraux, escomptes, etc	67,548 02
	$ 360,018 13
Résultes net	$31,985 1

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Effets à recevoir pour	$ 97,494 26
Prime sur banque hypothécaire	80,345 20—102,827 20
En caisse	$104,277 34
Prêts garantis par actions ou demandes	63,400 00—$167,677,34
Prêts garantis par actions à terme	$111,200 00
Propriété de banques	75,000 00
Scrip d'autres compagnies et compte de scrip	45,082 48—$ 131,272
Sous cancellées de la ville	$30,000 00
Sous de la ville	10,000 00
Actions de Banques et autres	195,227 17—$235,217 17
Compte pour bons de la ville, dobus	$4,400 00
Dû pour prime et en note de perception	41,230
	$779,814 6

La Compagnie possède également :

Billets empruntés, actions et bons	$480,225
Compte de scrips échangés	7,000
Intérêts non réclamés	$7,500 28

Le tableau qui précède est une copie exacte faite au livres de la Compagnie.

THOS. SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé par devant moi, ce 29 janvier 1866.

PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Nos Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de scrip non encore payés. Ils ont, en outre, déclaré un dividende scrip de trente trois un pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera fait une demi-cent certificats à partir du 15 décembre prochain.

E. GANUCHEAU, Président.
A. BALDWIN, Vice Président.

L. W. BASCLE, Secrétaire.

DIRECTEURS

De la Comp. d'Ass. Mutuelle de l'Etat de la Louisiane.

C. Bercier,	A. Baltaria,	D F Logan,
Chas J Leeds	A Palacio,	J Zolley,
D Bentigny,	Wilton Heyl	S Cambon
F H Harris,	Alex Marks,	A Tervera,
J Lapeyre,	B L Kenalon,	I Dupre,
L H Gardner,	W S Conger,	G B. Diamond,
Thos Biein,	A Kinzer Snider,	M J Hauch,
Le Mollevgat,	A D Grief,	F Gamuchean,
A Rosenfeld,	F Laborde,	A Waldhirer,
Hopkins,	S Herrmann,	C H Mouton,
P Aiblor,	E Bordelole,	E F Mioton.

oct—3m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867 :

Sur les risques de mer	$315,916 16
Sur les risques de mer	82,482 44
Sur les risques des rivières	52,792 81
Total des primes	$451,191 41
Ou moins : Primes réassurées pour l'année le 31 décembre 1867	$116,822 60
Primes remboursées	4,113 41
	120,977 41
Montant net des primes	$330,209 99

Pertes : Sur les risques d'incendie | $ 50,709 22
Sur les risques de mer | 61,282 16
Sur les risques des rivières | 19,086 64
| | $131,077 92
Taxes | 11,302 22
Ré-assurances | 6,774 91
Dépenses, moins le compte d'intérêt | 19,120 22
Intérêts sur scrips | 22,602 69
| | $194,977 96
Résultat net | $207,640 16

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Effets à recevoir	$94,764 61
Intérêts et billets	
remboursables	218,207 60
Dû pour primes et en note de perception	40,229 1
	41,230
	$779,814 6

Le tableau qui précède est une copie exacte faite au livres de la Compagnie.

E. GANUCHEAU, Président.
L. W. BASCLE, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi, ce 13 octobre 1868.

S. MAGNER, notaire public.

La Direction a résolu de payer SIX POUR CENT D'INTERET sur les certificats de profit non encore payés, à partir du 9 novembre prochain. Elle a, en outre, déclaré un dividende scrip de trente trois un tiers pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 30 septembre 1868—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du 15 décembre prochain.

E. GANUCHEAU, Président.
A. BALDWIN, Vice Président.

L. W. BASCLE, Secrétaire.

DIRECTEURS

De la Comp. d'Ass. Mutuelle de l'Etat de la Louisiane.

C Bercier,	A Baltaria,	D F Logan,
Chas J Leeds	A Palacio,	J Zolley,
D Bentigny,	Wilton Heyl	S Cambon
F H Harris,	Alex Marks,	A Tervera,
J Lapeyre,	B L Kenalon,	I Dupre,
L H Gardner,	W S Conger,	G B. Diamond,
Thos Biein,	A Kinzer Snider,	M J Hauch,
Le Mollevgat,	A D Grief,	F Gamuchean,
A Rosenfeld,	F Laborde,	A Waldhirer,
Hopkins,	S Herrmann,	C H Mouton,
P Aiblor,	E Bordelole,	E F Mioton.

oct—3m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nile-Orléans.

Bureau, rue du Camp, No 72, coin Natchez.

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867 ..... $625,280 80
Pertes payées 327,740 72
Actif le 31 décembre 1867 ..... 330,754 02

Cette Compagnie continue à assurer, aux taux ouverts à prime, contre les risques de mer, des rivières, contre les pertes par incendie comme ci-devant.

ALFRED MOULTON, Président.
A. W. HUNTER, Secrétaire.

DIRECTEURS

J. M. Allen,	J. B. Cavelier,	R. E. Carrollon,
A. Hawkins,	Wm. Chalmers,	A. H. May,
R. F. Pollock,	John F. Merrin,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. H. Lanbour	Jos. C. Rogers.

10 nov—1 t l. t. 9 mars

Wm. B. MORRIS & Co.

AGENCE D'ASSURANCE.

ST ..... Corneilles 57

ETNA, DE HARTFORD.

Actif ..... $4,656,000.

HOME, DE NEW-HAVEN.

Actif ..... $1,450,000.

Représentant un capital d'assurance de

SIX MILLIONS.

Bureau d'incendie, de risques et de mer droits; 10 sept—1m

Société de Bienfaisance et d'Assurance Mutuelle de la Vie

DE LA LOUISIANE.

Directeurs.

J. M Lapeyre,	W. S Mount,	
John Davidson,	L. B. Fellet,	
H. Zuberbier,	Wm McCulloch,	
E. N. Morris,	W. Phillips,	
E. F. Schmidt,	T. R. Finley,	
Wm Cooper,	Anthony Sambola,	
W. S. Pike,	Patrick Irwin,	
David McCord,	John C. Stenck,	
L. Caulfield,	W. C. Nichols.	
Gerard Stith,		

Officiers.

JOHN DAVIDSON ..... Président.
W. S. PIKE ..... Vice-Président.
R. W. YOUNG ..... Secrétaire.
L. A. FOURNIER ..... Trésorier.

Avocats.

W. B. KOONTZ, Avocat.
W. C. NICHOLS, Médecin examinateur
H. C. FOLGER, Agent.

Bureau : No 170 rue Carondelet (Salles Davidson,) Nouvelle-Orléans.

Louisiana Equitable Life Insurance Company.

CAPITAL $500,000

BUREAUX, RUE DU CAMP, No. 168, NOUVELLE ORLEANS.

Directeurs —

John Pemberton,	W S Pike,	Ed Bigney,
B A Tyler,	J. W. Stone,	Alexander Marks
C. H. Slocomb,	Thos Anderson,	C. E. Gregory,
F Dolhonde,	D. E. Penn,	W. S. Sawtell,
Geo A. Foulak,	Rév. Barnett,	Marshall J. Smith.

JOSEPH ELLIOTT Président, W.S PIKE, Vice-Président
GY-CLAIRDEMIRE, Ag. Gén. W. F. HARPER, Sec.

Médecins examinateurs,

Dr S. A. Mouton, Dr. Thos. E. Finley,
Dr. G. E. Lemonnier, Dr Henry Smith,
Dr J. Hampden Levy, M. D. W. S. Sawtell,
G. A. Breaux, secrétaire.

Le Comptoir ASSURE TOUTES ESPECES D'ASSURANCE SUR LA VIE — Assurance ordinaire et assurance à primes limitées. Les polices de cette société sont incontestables après deux ans de paiements et sont participantes dans les bénéfices tant que les primes annuelles seront payées.

Les paiements se font tous les mois.

ALFRED MOULTON, Président.
W. H. PERKINS, Vice-Président.
A. W. HUNTER, Secrétaire.

DIRECTEURS

J. M. Allen,	J. B. Cavelier,	R. E. Carrollon,
A. Hawkins,	Wm. Chalmers,	A. H. May,
R. F. Pollock,	John F. Merrin,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. H. Lanbour	Jos. C. Rogers.

10 nov—1 t l. t. 9 mars

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente :

Sur les risques d'incendie	$ 819,804 42
Sur les risques de mer	326,754 17
Sur risques de rivières	99,542 63
Total	$1,151,202 22

En moins—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1866 ..... $322,547 00
Primes remboursées 36,471 97
$360,018 97

Montant net des primes reçues le 31 mai 1866 ..... $301,644 15

Pertes payées :

Sur les risques d'incendie	$271,338 27
Sur les risques de mer	173,540 32
Sur les risques de rivières	45,239 99
	$491,066 91
Taxes	30,013 61
Réassurances, Dépenses, Profits et Pertes, moins intérêt	$190,302 04 $234,314 56
Soldées net	$277,332 59

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Propriété foncière	$130,617 97
Billets garantis par hypothèques	275,397 97
Billets garantis par nantissements	39,147 75
En caisse	139,476 34
Actions de banques et de chemin de fer	194,332,50
Primes en voie de perception	99,703
Sous de la ville	28 000 00
Effets à recevoir	137,154 79
Scrips de Compagnies d'Assurances	49,995 00
Actions "Dry Dock Volleite"	15,000 00
Actions de la Presse "Levee Steam"	5,000 00
Actions "Marine Dry Dock"	5,700 00
tions "Merchants' Exchange"	1,000
Actions "Lightering & Wrecking Co"	1,000 00
Actions "Lo. Equitable Life Ins. Co	200 00
Sous de Fifi	1,000 00
Total	$1,498,414 10

En moins : Intérêts non réclamés et intérêts à payer en juillet prochain $101,546 15
25 0-0 du scrip de 1859 payable en juillet 10,676 76
Primes sur risques non encore expirés le 31 mai 1866 ..... 286,547 00
$398,769 90

Actif net $1,067,645 20

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.
PAUL FOURCHY, Secrétaire

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nile-Orléans
Assermenté et signé pardevant moi, ce 29 juin 1866
PAUL W. COLLENS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

A une assemblée des Directeurs tenue le 9 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende on scrip de TRENTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrips seront émis à la première soit prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, à compter du 1 juillet prochain, TROIS cinq pour cent sur le Capital du Scrip de 1859, et six pour cent d'intérêt sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs —

John Pemberton,	P. Maginnis,	Pierre Poute
M Puig,	David McCord,	S Z Relf,
Chas. Segury,	J J Fernandez,	L F Gouzeo
P Sauvinet,	J Morgan Hall	10 levier

Je certifie ce qui précède conforme à l'original déposé et en mon bureau et timbres. En foi de quoi, j'ai livre le présent sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nile-Orléans, ce 29e jour d'août 1866.

A. MAZUREAU,
9 oct Notaire.

Etat de la Louisiane.

Paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU que ce dix-septième jour d'août de l'année de Notre Seigneur mil huit-cent-soixante-six, et dans la quatre-vingt-troisième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Pardevant moi, ANDREW HERO JR., notaire dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, ayant commission et qualité, en présence des témoins ci-nommés, se sont présentés les parties dont les noms et qualités suivent, lesquelles parties ont déclaré que, produisant des lois de l'Louisiane sont par les ont été en genre, entre d'engagent et engagent sous qu'elles représentent à se former en Corporation dans le but d'assurer contre le feu les propriétés de la Nouvelle-Orléans et d'autres villes de l'Ouest de la Louisiane, sous les règlements suivant :

ARTICLE PREMIER.

Le nom de la Corporation sera la Compagnie mutuelle de Bienfaisance et d'Assurance de la Nouvelle-Orléans, et la durée de son existence sera de vingt-cinq ans.

La dite Corporation commencera les affaires et fera ses opérations à la Nouvelle-Orléans. Les assignations en cas de procès intentés à la Corporation devront être faites au Président et, si ce dernier était absent de la ville, au secrétaire.

La Corporation aura le pouvoir, le droit et la succession, sous son nom de Corporation, pour vingt-cinq ans ; de contracter, de poursuivre et d'être poursuivie en justice, sous son nom de Corporation ; de faire et employer un sceau de Corporation ; de se posséder, recevoir et aliéner, au nom, de meubles et des immeubles ; de se nommer les Directeurs et les Officiers qui seront nécessaires pour la conduite de ses affaires et de faire les règlements qu'exigera la direction des affaires de la Corporation.

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de cette Corporation est de réparer les dommages des consommateurs de gaz de la Nile-Orléans et des villes situées sur le Mississippi ; de faire contribuer aux assignations et aux dépenses intentées à la Corporation des propriétaires qui ne paieront pas leurs cotisations, et de garantir le fidèle accomplissement de leurs services.

ARTICLE TROISIEME.

Tous les droits et intérêts que la Compagnie seront accordés par une Direction et les officiers qu'elle désignera.

La Direction se composera de neuf membres qui auront le pouvoir de porter ce nombre à onze ou à plus, si la majorité des membres en ainsi le requerra par des membres, de la Direction.

Les Directeurs entreront, le deuxième lundi de janvier 1870 et, ensuite, tous les ans, par les actionnaires, par la voie de scrutin. Chaque actionnaire de la Compagnie aura le droit à autant de voix qu'il aura payé d'actions, non compris les actions de pure spéculation. Chaque actionnaire pourra, en cas d'absence, désigner un représentant, qui donnera son vote, son nom et sa qualité d'actionnaire, mais il ne pourra voter pour plus de cinq voix, à moins qu'il n'ait payé dans un jour fixé, le Président devra voir à ce qu'il y soit donné avis par lettres ou autrement 11 dans un avis dans un ou plusieurs journaux publiés dans la ville de la Nile-Orléans.

Les Directeurs devront, à la première réunion de chaque année, nommer un des leurs Président. Ils devront aussi nommer un Secrétaire et un Caissier, ainsi que tous les officiers nécessaires pour la conduite des affaires de la Compagnie.

Les Directeurs recevront, pour les actionnaires, les sommes qu'ils auront payées pour les actions de la Compagnie ; ils auront le droit de faire des règlements déclarant que les propriétés dans un certain district seront assurées par la Compagnie, et ils pourront aussi nommer des agents pour faire des assignations et des saisies-arrêts contre les propriétaires qui refuseront de payer leurs cotisations.

Les Directeurs devront, à la première réunion de chaque année, nommer un des leurs Président. Ils devront aussi nommer un Secrétaire et un Caissier, ainsi que tous les officiers nécessaires pour la conduite des affaires de la Compagnie.

Les Directeurs recevront, pour les actionnaires, les sommes qu'ils auront payées pour les actions de la Compagnie ; ils auront le droit de faire des règlements déclarant que les propriétés dans un certain district seront assurées par la Compagnie, et ils pourront aussi nommer des agents pour faire des assignations et des saisies-arrêts contre les propriétaires qui refuseront de payer leurs cotisations.

ARTICLE IV.

Aucun membre ne sera responsable des obligations de l'Association au-delà de la somme qu'il devra, comme membre, à ladite Association, conformément aux dispositions de l'Article IV.

ARTICLE V.

A la mort d'un membre, le certificat signifiant le fait aux détenteurs de polices et réclamant le paiement à la dite Compagnie, conformément aux dispositions de l'article IV, un instrument dans le but de mettre au journal de la Nouvelle-Orléans publié en anglais, et dans un journal publié en français. Cette publication sera un avertissement pour chaque détenteur de police, et si aucune objection n'est faite, conformément dans le temps et de la manière indiquée dans l'article IV, il perdra tout droit à sa police ainsi que tout autre qu'il pourrait posséder dans l'Association en sa qualité de détenteur de police. Bien entendu que tout détenteur de police aura le droit de recevoir une somme quelconque pour couvrir ce qu'on aurait pu lui devoir, proportionnellement à la part des membres en vertu de l'article IV, et qui se trouvera dans la caisse de la Compagnie après la réception de la résolution dans les délais et la manière indiqués à l'article IV, et qui aura été publiée à la Nouvelle-Orléans, par ce détenteur de police ; conservera le droit de recevoir, sur la demande, la part qu'il aura aussi déposée, et jusqu'à ce qu'avis de fait ici été donné à la Compagnie à ce sujet, ou un bureau de poste le plus rapproché de son domicile, s'il réside hors de la Nouvelle-Orléans. La police ne sera de nouvelle parfaite que dans la disposition de l'article IV.

ARTICLE VI

Le Président nommera, à l'inspiration de temps de service des présents Directeurs, trois directeurs de Nouvelle qui auront jugé d'élection. Ils donneront avis aux détenteurs de polices en insérant à cet effet une annonce dans journal de la Nouvelle-Orléans, publié en anglais, et un second, publié en français.

ARTICLE VII.

Le Régistre de l'Association sera accessible en tout temps aux détenteurs de polices.

ARTICLE VIII.

Si les bâtisses sous de l'Association viennent à dépasser cent mille piastres, la Direction pourra, si elle le juge à propos, distribuer de temps en temps cet excédant aux détenteurs de polices individuellement comme dividendes. Les dits dividendes seront, dans ce cas payés dans les livres, au crédit des détenteurs de polices et ouvriront à payer leurs futures assessments. Bien entendu que si la somme à distribuer n'excède pas deux mille piastres, l'excédent sera conservé, au pro rata, à la diminution de la dite assessment. Les dits dividendes seront la même pour chaque membre de la Société.

ARTICLE IX.

Sur ordre de la Direction, le Président signera et attestera de cette Société accompagné d'un certificat constatant le fait de la perte ; et ces pièces, après enquête, il sera prélevé, une somme qui n'excèdera pas cent piastres et vingt-cinq cents, sera payée par le Président, sur la perte de la Société dans les trente jours qui suivront l'avis. Si le dit certificat dans les trente jours qui suivront l'avis. Si le dit certificat dans les trente jours qui suivront l'avis, la police sera annulée, et la somme ne sera payée que dans les trente jours qui suivront l'obtention de l'évidence requise par la Direction, et la Direction se réserve le droit de faire vendre à l'amiable ou autrement, les propriétés sur lesquelles un nantissement aura été donné.

ARTICLE XI.

L'acte d'incorporation pourra être modifié ou amendé, ou l'association mise en liquidation par un vote de la majorité des membres, réunis en assemblée à une réunion générale convoquée par trois d'avis dans les journaux désignés à l'Article IV. Un semblable vote, ou une telle majorité, sera nécessaire pour la vente de propriétés appartenant à la Société.

ARTICLE XII.

Aucun membre ne sera responsable des obligations de l'Association au-delà de la somme qu'il devra, comme membre, à ladite Association, conformément aux dispositions de l'Article IV.

ARTICLE XIII.

Les Directeurs devront, à la première réunion de chaque année, nommer un des leurs Président. Ils devront aussi nommer un Secrétaire et un Caissier, ainsi que tous les officiers nécessaires pour la conduite des affaires de la Compagnie.

Les Directeurs recevront, pour les actionnaires, les sommes qu'ils auront payées pour les actions de la Compagnie ; ils auront le droit de faire des règlements déclarant que les propriétés dans un certain district seront assurées par la Compagnie, et ils pourront aussi nommer des agents pour faire des assignations et des saisies-arrêts contre les propriétaires qui refuseront de payer leurs cotisations